



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9601^e séance

Vendredi 12 avril 2024, à 10 heures

New York

Provisoire

Présidentes : M^{me} Gatt/M^{me} Frazier (Malte)

Membres :

Algérie	M. Gaouaoui
Chine	M. Geng Shuang
Équateur	M. De La Gasca
États-Unis d'Amérique	M. Kelley
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
Japon	M ^{me} Shino
Mozambique	M. Fernandes
République de Corée	M. Sangjin Kim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Phipps
Sierra Leone	M. Sowa
Slovénie	M ^{me} Jurečko
Suisse	M ^{me} Chanda

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Ivor Fung, Chef du Service des armes classiques, Bureau des affaires de désarmement, et M^{me} Karen Kwiatkowski, commentatrice politique.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Fung.

M. Fung (*parle en anglais*) : Je fais cet exposé au nom de la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu.

Depuis le précédent exposé sur le sujet, il y a trois semaines (voir S/PV.9585), la fourniture d'une aide militaire et les transferts d'armes et de munitions aux forces armées ukrainiennes se sont poursuivis, dans le contexte de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine lancée par la Fédération de Russie en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international. Selon les informations relevant du domaine public, ces transferts concerneraient entre autres des armes lourdes classiques, telles que des chars de combat, des véhicules blindés de combat, des avions de combat, des hélicoptères, des systèmes d'artillerie de gros calibre, des systèmes de missiles et des drones aériens de combat, ainsi que des munitions télécommandées, des armes légères et de petit calibre et leurs munitions.

En outre, selon certaines informations, des États procèdent ou prévoient de procéder à des transferts des armes, telles que des drones aériens, des missiles balistiques et des munitions, aux forces armées russes et ces armes sont utilisées en Ukraine. Tout transfert d'armes et de munitions doit s'inscrire dans le cadre juridique international applicable, y compris, bien entendu, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Les informations relatives à l'utilisation de mines terrestres antipersonnel et au transfert et à l'emploi d'armes à sous-munitions en Ukraine sont inquiétantes. Comme l'a

souligné le Secrétaire général lors de la récente Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, le 4 avril, ces engins mortels continuent de menacer directement les personnes prises au piège des conflits armés et de polluer les communautés pour les décennies à venir. J'appelle les États Membres à signer, à ratifier et à pleinement appliquer la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ainsi que la Convention sur les armes à sous-munitions. J'appelle également toutes les parties concernées à respecter les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et à ne pas transférer ni utiliser de mines interdites par le Protocole II modifié s'y rapportant.

L'afflux d'armes et de munitions dans tout conflit armé peut contribuer à l'escalade et présente des risques importants de détournement et de prolifération, même une fois le conflit terminé. Des mesures pour réduire le risque de détournement au profit d'utilisateurs finaux non autorisés et à des fins non autorisées sont indispensables afin de prévenir l'aggravation de l'instabilité et de l'insécurité en Ukraine, dans la région et au-delà. Ces efforts seront également déterminants pour le relèvement après le conflit. Pour empêcher le détournement d'armes et de munitions, les États importateurs, les États de transit et les États exportateurs doivent agir pour garantir la transparence de la chaîne d'approvisionnement, la coopération et l'échange d'informations, de même que prendre des mesures concrètes telles que le marquage et le traçage, un comptage efficace et des pratiques d'enregistrement complètes, la sécurisation physique des armes et des munitions, les contrôles douaniers et aux frontières, ainsi que la surveillance et l'analyse des détournements.

Le Traité sur le commerce des armes, le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions – le Protocole relatif aux armes à feu –, le Programme d'action sur les armes légères et l'Instrument international de traçage, ainsi que le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie sont quelques-uns des instruments internationaux de contrôle des armes mis en place par les États pour prévenir le détournement, le trafic illicite et l'utilisation abusive des armes classiques et des munitions, et pour réglementer le commerce international des armes. Par conséquent, leur universalisation, ainsi que leur mise en œuvre complète et efficace, doivent rester une priorité.

Outre la question des transferts d'armes, toutes les parties à un conflit armé ont le devoir de protéger les civils et de respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international applicable, y compris le droit international humanitaire. Les parties doivent également s'abstenir d'attaquer les infrastructures civiles critiques, y compris les infrastructures énergétiques. Depuis le 24 février 2022, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recensé 31 366 victimes civiles, dont 10 810 morts et 20 556 blessés, en Ukraine. Les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés. La grande majorité des pertes civiles sont dues à l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact dans des zones peuplées. Le Secrétaire général a clairement exhorté toutes les parties à s'abstenir d'utiliser des armes explosives dans les zones peuplées, car leur emploi est hautement susceptible de causer des dommages aveugles, et plus généralement à éloigner les combats des secteurs urbains.

Je saisis cette occasion pour mentionner la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, adoptée en novembre 2022. La première conférence de suivi qui aura lieu prochainement à Oslo sera une occasion précieuse pour les États d'œuvrer à la mise en œuvre pleine et véritable de la Déclaration politique, et, pour les États qui ne l'ont pas encore fait, de l'approuver.

Malheureusement, l'utilisation de drones aériens armés et de missiles continue de faire des morts et des blessés parmi les civils et d'endommager les infrastructures civiles. Comme toute autre arme ou tout autre système d'armes, les drones aériens armés et les missiles ne doivent pas être utilisés d'une manière qui soit incompatible avec le droit international humanitaire. Les attaques délibérées, directes, aveugles et disproportionnées contre les civils et les infrastructures civiles violent le droit international humanitaire. Elles sont inacceptables et doivent cesser immédiatement.

L'ONU continuera à œuvrer en faveur d'une paix juste et durable en Ukraine, conformément au droit international, notamment à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Kwiatkowski.

M^{me} Kwiatkowski (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner l'occasion de prendre la parole. Je suis une lieutenant-colonelle à la

retraite de l'armée de l'air des États-Unis, qui a commencé à s'interroger sur le Gouvernement au service duquel je travaillais en 2002, lorsque j'ai vu mon organisation au sein du Pentagone manipuler des informations pour vendre une guerre inutile et injustifiée, en l'occurrence l'invasion de l'Iraq en mars 2003. Je voudrais formuler trois observations sur la manière dont les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ont constitué et continuent de constituer un obstacle à la paix.

Premièrement, l'aide et l'appui de l'Occident ont permis la guerre et se sont opposés à la paix. Cette aide est envoyée non pas pour les Ukrainiens, mais pour un Gouvernement à Kiev qui a été choisi, à l'origine, dans le contexte d'un coup d'État influencé par le Département d'État des États-Unis et la Central Intelligence Agency en 2014, afin d'affronter militairement la Russie. Ce gouvernement mandataire a adhéré à une sorte de nationalisme ukrainien qui s'appuyait fortement sur l'idéologie nazie ukrainienne. Le nazisme est rare sur la scène publique et toujours condamné, mais en Ukraine, il a fédéré le genre de personnes qui étaient prêtes à faire ce que les États-Unis et l'OTAN souhaitaient. Par conséquent, l'histoire a été oubliée, la vérité méprisée et la culture ukrainienne dénigrée, parce qu'un conflit par adversaires interposés visant à affaiblir la Russie sur les plans politique et économique était souhaité par certains en Occident. Les sénateurs des États-Unis et les dirigeants de l'OTAN continuent de se féliciter de ce prétendument bon investissement.

L'aide fournie par l'Occident sous forme d'armements, de surveillance et de renseignements, ainsi que l'aide diplomatique, ont permis à Kiev de mener un assaut contre le Donbass pendant huit ans. La réponse militaire russe, qui est certes violente et meurtrière et menée en violation du droit international, me rappelle plusieurs opérations militaires des États-Unis que j'ai appuyées lorsque je portais l'uniforme, sauf que lorsque les États-Unis ont envahi les territoires concernés, nous nous sommes rendus compte plus tard que nous n'étions pas vraiment là pour mettre fin à une guerre, libérer qui que ce soit, donner davantage de liberté à un peuple ou assurer sa prospérité. Sans le concours et l'assistance de l'Occident, ainsi que la haine déclarée des États-Unis et de l'OTAN pour la Russie, les traités de Minsk auraient pu être respectés plus scrupuleusement et des accords pacifiques auraient pu tôt ou tard gagner du terrain, sans qu'il y ait de guerre et en faisant en sorte que les bienfaits de la paix et du commerce profitent à tous.

Deuxièmement, les livraisons d'armes occidentales ont transformé l'armée ukrainienne en une énorme machine de Rube Goldberg. Ce qui aurait pu être une opération de

défense ukrainienne coordonnée et bien approvisionnée est devenue une opération réactive, trop compliquée, chaotique, voire idiote. C'était prévisible. Des quantités inattendues de systèmes d'armes, certains défensifs, d'autres offensifs, dont beaucoup nécessitaient un entretien et un apport de renseignements de la part de l'Occident, ont été et sont toujours utilisés d'une manière tragique et inutile. D'importants systèmes d'armes des États-Unis et de l'OTAN ont été perdus en raison de leur déploiement dans des opérations de combat dans lesquelles ils ne pouvaient pas être pleinement utilisés, entretenus ou coordonnés. Nous avons été témoins de tragédies et de pertes en vies humaines des deux côtés, mais l'armée ukrainienne, qui dépend de l'aide et est confrontée à des problèmes logistiques, est devenue un abattoir pour les soldats ukrainiens et un désastre pour les membres de leurs familles, dont plus de 10 millions vivent désormais en dehors de l'Ukraine et n'y retourneront peut-être jamais. Le fait que Kiev exige frénétiquement davantage de soldats à envoyer au front est lui-même le résultat direct de l'aide militaire fournie par l'Occident dans le passé.

L'aide occidentale, les milliards fournis sous forme d'aide militaire et financière, a placé l'Ukraine dans une position qui a fait qu'elle n'a pas cherché la paix il y a deux ans, l'année dernière ou cette année, et qu'elle ne peut pas chercher la paix aujourd'hui. Comment cela se fait-il ? L'Occident, en particulier les États-Unis, a cultivé un satrape dans une situation de dépendance avec la présidence permanente de M. Zelensky. De ce fait, une simple visite hâtive de l'ancien Premier Ministre britannique Boris Johnson à Kiev a permis d'anéantir une excellente occasion de faire la paix à la fin du printemps 2022, sans la moindre considération pour ce qui aurait pu se passer plus tard. Le prétendu investissement de l'Occident a réduit les stocks d'armes des États-Unis et de l'OTAN et entamé la capacité de Kiev de négocier directement avec la Russie. Les dirigeants occidentaux voient ce qu'ils ont dépensé et insistent pour obtenir une certaine forme de retour sur investissement ; ils ne veulent pas perdre leur dépôt, pour ainsi dire. En fait, l'Ukraine, agent mandataire de l'Occident, refuse une paix stable en vertu du mauvais raisonnement du coût irrécupérable.

Troisièmement, alors que des milliards de dollars d'armes, de munitions, de fournitures et d'argent entraient en Ukraine, nous avons vu apparaître un autre problème de type « Rube Goldberg », cette fois concernant la responsabilité du Gouvernement. Où vont ces équipements et quels comptes bancaires sont alimentés ? Nous savons, tout comme INTERPOL, que des armes de petit calibre et d'autres fournitures ont été détournées pour se retrouver à travers le monde entier, certaines dès leur arrivée en Ukraine. L'Ukraine était

connue comme le pays le plus corrompu d'Europe, ce dont les dirigeants occidentaux ont certainement profité lorsque cela les arrangeait. Deux ans après le début de la guerre, alors que la moitié des membres de l'armée ukrainienne sont morts ou portés disparus, nous entendons des histoires de veuves à qui l'on envoie des factures pour les uniformes de leurs maris décédés, ce qui vient couronner un chagrin déjà insupportable. Pourtant, Kiev, comme les comtés entourant Washington, semble vivre de manière confortable, avec des voitures de luxe et des magasins apparemment épargnés par la guerre. Les États-Unis financeraient entièrement le secteur public ukrainien, ce qui est visible à Kiev, comme a pu le constater mon ami Anatol Lieven l'été dernier durant sa visite. L'aide occidentale fournie à l'Ukraine a accéléré l'appauvrissement et la dévastation pour la majeure partie de la population et creusé le fossé entre riches et pauvres dans toute l'Ukraine.

L'aide massive de l'Occident à l'Ukraine pose un autre problème. Les autres membres de l'OTAN sont ennuyés par la fourniture de cette aide, car ils présument que la paix finira forcément par arriver. Les nouvelles bases militaires immenses des États-Unis construites en Roumanie et en Pologne rappellent la vague de construction de bases dans laquelle les États-Unis se sont embarqués dans les Balkans à la fin des années 90 et, plus tard, au Moyen-Orient. Le flux de trésorerie des États-Unis vers l'Ukraine a-t-il vraiment un sens pour la Pologne, la Roumanie et d'autres membres de l'OTAN ? L'aide occidentale a créé des divisions au sein de l'OTAN, ce qui a augmenté le risque d'escalade et réduit au silence le bon sens et les voix prônant la paix.

Que veulent les Ukrainiens eux-mêmes ? M. Zelensky a été élu à une écrasante majorité il y a cinq ans parce qu'il avait promis la paix et la fin de la guerre dans le Donbass. L'Occident a gâché le mandat de Zelensky et a anéanti toutes ses promesses. Aujourd'hui, M. Zelensky mendie des dollars qui s'amenuisent et des systèmes d'armes indisponibles, arrête des personnes pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et pour avoir pratiqué le journalisme, met fin aux activités de partis politiques et ferme des églises, et il a suspendu la prochaine élection présidentielle. Alors que nous constatons le manque de recrues, le massacre choquant d'Ukrainiens et l'importante diaspora ukrainienne qui ne rentrera jamais chez elle, l'on peut affirmer sans crainte que les Ukrainiens qui ont autrefois voté pour la paix la souhaitent plus que jamais.

Mais au lieu d'obtenir ce que la plupart d'entre eux souhaitent, les Ukrainiens reçoivent toujours plus d'armes. Des milliers de mitrailleuses, de fusils de tireur

d'élite et de lance-roquettes iraniens et des centaines de milliers de cartouches confisqués par les États-Unis ont été envoyés en Ukraine pas plus tard que la semaine dernière. Cet assortiment d'armes disparates contribuera-t-il à la victoire de l'Ukraine ? Non, pas du tout.

En résumé, l'aide militaire et les financements fournis par l'Occident maintiennent le Gouvernement ukrainien en place et subventionnent sa politique étrangère. L'aide désordonnée apportée par l'Occident et l'OTAN, ainsi que la présence d'un étrange groupe de conseillers militaires occidentaux dans le pays ont compliqué et perturbé les opérations militaires ukrainiennes, ce qui a fait grimper les pertes en vies humaines. L'ancien député Ron Paul avait l'habitude de dire : « L'aide étrangère consiste à prendre l'argent des pauvres dans les pays riches pour le donner aux riches dans les pays pauvres ». Bien que ce ne soit pas toujours le cas, ce sentiment reflète parfaitement le projet ukrainien. L'aide à la guerre fournie par l'Occident a mis fin à la démocratie ukrainienne, elle a divisé le peuple ukrainien physiquement et spirituellement, l'a appauvri et a faussé son économie. Matthew Hoh s'est récemment exprimé devant le Conseil (voir S/PV.9585), et il a expliqué avec une terrible précision la dévastation abjecte causée par l'aide occidentale pour les populations et l'environnement. Aujourd'hui, le Gouvernement ukrainien, probablement avec l'aide et l'assistance des États-Unis et de l'OTAN, tente de faire exploser la centrale nucléaire de Zaporozjje afin de causer une catastrophe environnementale encore plus monstrueuse que celle créée par les bombes à sous-munitions expirées et les champs de mines américains qui jonchent le territoire. Les conditions d'un règlement pacifique existent depuis plus de deux ans maintenant, mais l'aide occidentale continue de prolonger la guerre et de rendre plus difficile le retour des Ukrainiens dans leurs foyers.

Nous assistons à la destruction délibérée de la vie, des biens et de la liberté en Ukraine. Le Gouvernement des États-Unis et l'OTAN accusent la Russie d'être responsable de la situation, confondant corrélation et causalité. Selon moi, la cause est le fait que l'Occident a encouragé avec perfidie le déclenchement d'une guerre par procuration qui n'aurait jamais dû avoir lieu, pour des raisons encore inexplicables, hormis le besoin pressant d'ajouter un membre de plus au sein de l'OTAN.

Pour soigner une plaie qui saigne, il faut rester immobile, garder son calme et appliquer un bandage solide. Les États-Unis et l'OTAN, telle l'arrogante infirmière Ratched dans un asile d'aliénés, voient l'Ukraine saigner et lui disent : « Ne reste pas immobile, continue de te battre, meure avec plus de courage, nous t'enverrons plus d'argent et plus d'armes ». Personne en Ukraine ou dans la majeure partie du reste du monde ne pense que c'est un bon conseil,

parce que ce n'en est pas un. Je remercie les membres du Conseil d'avoir écouté ce message et d'œuvrer, en tant qu'individus et nations, en faveur de la paix.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Kwiatkowski de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Pour une raison qui m'échappe, je ne vois pas dans la salle nos collègues de l'Union européenne qui participent habituellement en masse aux séances sur l'Ukraine organisées à la demande de nos partenaires occidentaux.

Depuis au moins 10 ans, le régime de Kiev bénéficie d'un afflux méthodique et régulier d'armes occidentales. Dans un premier temps, les fournitures d'armes occidentales se sont faites secrètement, sous couvert des Accords de Minsk, elles n'étaient pas annoncées et elles ont même été niées. Mais aujourd'hui, tout cela est remonté à la surface et rien n'est plus caché. Grâce à des enquêtes de journalistes très médiatisées, nous avons appris qu'immédiatement après le coup d'État anticonstitutionnel survenu à Kiev en 2014, la Central Intelligence Agency (CIA) a déployé un vaste réseau de centres de renseignement en Ukraine, directement à la frontière russe.

Après le lancement de l'opération militaire spéciale, cet acte de provocation, et c'est un euphémisme, a commencé à être présenté comme une noble cause, au mépris de la logique la plus élémentaire. En effet, qu'y a-t-il de mal à armer un État contre son voisin pendant plusieurs années et à encourager une politique ouvertement hostile à son égard ? Après tout, c'est la pratique habituelle des colonisateurs qui, pendant des décennies, ont dressé des peuples voisins les uns contre les autres en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les ont armés et ont tiré profit de leurs guerres. Les colonisateurs n'ont rien inventé au XXI^e siècle. Aujourd'hui, l'Ukraine est leur victime et la Russie leur cible. Tel est le véritable contexte de la crise ukrainienne, qui a atteint un seuil critique en février 2022.

Nous avons expliqué à maintes reprises les raisons qui nous ont contraints à lancer cette opération militaire spéciale. Ceux qui ont bien voulu nous écouter nous ont entendus, et ceux qui ne veulent pas nous écouter ne nous entendront jamais. Aujourd'hui cependant, même nos collègues occidentaux utilisent beaucoup moins souvent le terme « non provoquée » pour décrire notre action. Compte tenu de ce que nous avons vu et appris au cours des deux dernières années concernant le rôle joué par l'Occident dans la tragédie ukrainienne, de telles déclarations ne résistent tout simplement pas à l'examen critique.

En fait, l'Occident collectif a aujourd'hui des préoccupations tout à fait différentes, au premier rang desquelles figure la nécessité de maintenir à flot la clique Zelenskyy, dont le pouvoir s'érode rapidement dans le pays et qui est confrontée à une défaite militaire évidente. Les armes, équipements et munitions mis à la disposition du dirigeant ukrainien ont été gaspillés depuis longtemps et, bien que ses soutiens occidentaux aient de plus en plus de mal à l'aider et à fermer les yeux sur ses agissements, les armes occidentales continuent d'affluer. Dans le même temps, il est de plus en plus difficile pour les élites occidentales de garder le silence sur la corruption endémique en Ukraine, le manque de contrôle et d'obligation de rendre des comptes en ce qui concerne les équipements et les munitions fournis et, par conséquent, les risques graves qu'ils tombent entre les mains de terroristes. Elles tentent d'étouffer cette vérité peu glorieuse en arguant que les livraisons d'armes aident l'Ukraine à défendre son indépendance face à l'agression russe.

Est-ce la vérité ? Que veut vraiment l'Ukraine d'aujourd'hui, que l'Occident façonne en entité antirusse depuis 10 ans ? Nous nous souvenons tous que, il y a exactement deux ans, après avoir orchestré une provocation inhumaine et mensongère à Boutcha, l'Ukraine, sous la pression de ses parrains occidentaux, est passée à côté de la meilleure occasion d'instaurer la paix depuis que Zelenskyy a piétiné les Accords de Minsk. Les parrains occidentaux ont assuré au régime de Kiev qu'avec leur appui et leurs armes, l'Ukraine pourrait vaincre la Russie. Le dirigeant de Kiev s'est accroché à cette chimère jusqu'à récemment, avant de changer de discours et d'annoncer que l'Ukraine perdrait la guerre sans les armes occidentales et sans une intervention plus importante de l'Occident. Dans l'intervalle, l'Occident a également revu son objectif. Le nouvel objectif est d'empêcher la Russie de gagner. J'évoque ce phénomène en détail afin d'illustrer la conclusion de nombreux experts qui pensent que ce sont les livraisons d'armes occidentales qui empêchent le conflit ukrainien de se solder par la paix. C'est ce dont vient de parler notre intervenante, M^{me} Karen Kwiatkowski.

Si l'Ukraine avait voulu la paix, elle l'aurait obtenue depuis longtemps. Les demandes justifiées et raisonnables que nous avons adressées à notre voisin, et qui sont au cœur de l'opération militaire spéciale, sont bien connues, et l'Ukraine est parfaitement en mesure de les satisfaire sans compromettre sa souveraineté et son statut d'État. L'Allemagne a su mettre fin au nazisme et le Japon au militarisme sans que ces États ne disparaissent. Pourquoi l'Ukraine ne peut-elle pas faire de même, pourquoi ne peut-elle pas mettre fin à ses discriminations contre la langue russe et ses locuteurs, dans le strict respect des valeurs européennes ?

La réponse à cette question est très simple. Washington, Londres et Bruxelles ne veulent pas d'une Ukraine amie de la Russie. Et ce n'est pas pour cette Ukraine qu'ils investissent depuis 10 ans. En conséquence, alors qu'elle perd sur le champ de bataille, l'Ukraine est en train de devenir un État ouvertement terroriste. Qu'il me soit permis d'apporter quelques précisions.

Nous avons déclaré à maintes reprises que les forces armées ukrainiennes menaient des attaques contre des biens de caractère civil en Russie grâce à un approvisionnement en obus d'artillerie et en roquettes à longue portée fabriquées en Occident. Rien qu'au cours du premier trimestre de cette année, les forces armées ukrainiennes ont tiré 22 000 cartouches, causant la mort de 201 civils. Mais cette information n'est pas relayée par les médias occidentaux et n'a pas été condamnée par nos collègues occidentaux dans cette salle. Il suffit de rappeler le bombardement ciblé effectué la veille du Nouvel An dans des zones peuplées à Belgorod à l'aide de lance-roquettes multiples fournis par la République tchèque. Cela n'a suscité aucune critique de la part de l'Occident.

Mais l'Ukraine veut plus et s'est donc tournée vers la tactique des attaques terroristes. C'est ainsi que les dirigeants de Kiev tentent de détourner l'attention du public de l'état catastrophique des troupes ukrainiennes sur les lignes de front et de prouver à leurs parrains occidentaux qu'ils sont capables de nuire à la Russie. Nous avons tous entendu parler des crimes du régime de Kiev, notamment des meurtres de la journaliste Darya Dugina et du correspondant de guerre Vladlen Tatarsky, du bombardement du pont de Crimée et de l'avion transportant des prisonniers de guerre ukrainiens qui a été abattu. Toutefois, l'odieux attentat terroriste perpétré le 22 mars au Crocus City Hall, à Krasnogorsk, occupe une place particulière sur cette liste.

Aujourd'hui, je voudrais communiquer aux membres les résultats préliminaires de l'enquête sur cette attaque. La première chose à dire est que même à ce stade précoce, il ne fait aucun doute que l'Ukraine est directement impliquée dans ce crime révoltant et inhumain, et tous les éléments de preuve nous orientent vers la piste de ceux qui l'ont ordonné à Kiev. Je vais rappeler au Conseil la chronologie des événements. Un groupe russe devait se produire au Crocus City Hall le 22 mars. Quatre terroristes armés ont fait irruption dans le bâtiment juste avant le concert, à 19 h 58. Tout en se dirigeant vers l'auditorium, ils ont tiré à bout portant sur des spectateurs innocents, les abattant de sang-froid. Une fois dans la salle de concert, ils ont mis le feu aux sièges et ont continué à tirer à l'aveugle. Au bout de 13 minutes, ils se sont enfuis, laissant derrière eux certaines de leurs armes. Cet attentat a entraîné la mort de 137 personnes sur les lieux, et sept autres sont décédées plus tard à l'hôpital. Plus

de 500 personnes ont été blessées. Après avoir pris la fuite, les auteurs ont tous tenté de rejoindre la frontière ukrainienne, mais ils ont été arrêtés en l'espace de quelques heures. Ils ont reconnu leur culpabilité lorsqu'ils ont été interrogés et ont déclaré qu'on leur avait promis 1 million de roubles chacun pour commettre cet attentat terroriste. À l'heure actuelle, la procédure pénale a permis d'identifier 11 personnes impliquées dans ce crime.

Des faits incontestables sont apparus immédiatement, attestant du « lien ukrainien » et des liens évidents entre les terroristes et les services secrets ukrainiens. Plus précisément, les auteurs, selon leurs propres aveux, étaient censés se rendre dans une zone proche de la frontière nationale dans la région de Briansk, où ils devaient mettre le feu à leur véhicule dans une zone boisée et informer leur contact, qui assurerait leur passage en territoire ukrainien et les mènerait à Kiev. D'ailleurs, les meurtriers de Darya Dugina et Vladlen Tatarkov ont bénéficié d'un plan d'évasion similaire. L'enquête a également permis d'accéder aux données des téléphones des suspects, qui contenaient des informations incriminant les services de sécurité ukrainiens. Elle a par ailleurs permis de mettre la main sur des données confirmant que l'Ukraine avait versé de fortes sommes d'argent et de cryptomonnaie aux agresseurs, qui les ont utilisées pour préparer leur crime.

Il est également avéré que le régime de Kiev coopère depuis longtemps avec des radicaux islamistes et les utilise pour atteindre ses objectifs. Nous savons que l'ambassade d'Ukraine à Douchanbé recrute des mercenaires désireux de rejoindre la Légion internationale de défense territoriale de l'Ukraine. Les auteurs de l'attentat terroriste du Crocus City Hall et leurs complices sont également pour la plupart d'origine tadjik. En ce qui concerne ces faits, le Ministère russe des affaires étrangères a transmis aux autorités ukrainiennes des demandes d'arrestation et d'extradition immédiates de toutes les personnes impliquées dans ces actes terroristes, en vertu de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

On retiendra tout particulièrement que, littéralement une heure après cette horrible tragédie, Washington et un certain nombre d'autres capitales occidentales ont commencé à nier avec véhémence l'implication de Kiev dans cet attentat terroriste. Cela a commencé avant même que les résultats préliminaires de l'enquête ne soient connus et alors qu'aucune accusation n'avait encore été portée contre l'Ukraine. Tout de suite après, l'Ukraine s'est également empressée de nier toute implication, tandis que Zelenskyy et son entourage ont rejeté l'entière responsabilité de cet attaque sur les autorités russes. « Ce n'est pas nous », disent-ils toujours. « Ce

n'est pas nous qui bombardons la centrale nucléaire de Zapozhzhia, ce n'est pas nous qui bombardons des quartiers paisibles dans des villes russes – ce sont eux, c'est la Russie, c'est une manœuvre de diversion ». Difficile d'imaginer un plus gros blasphème.

Ce qui s'est passé ensuite est tout à fait incompréhensible. Washington et ses plus proches alliés – qui n'ont toujours pas réussi à identifier les responsables des explosions qui ont visé les gazoducs Nord Stream en septembre 2022, juste sous leur nez – ont commencé à imposer très nerveusement et avec insistance à tout le monde un récit selon lequel Daech était derrière cette attaque. Une vidéo est rapidement apparue dans laquelle sa cellule afghane, Wilayat Khorasan, revendiquait l'attentat, et il va sans dire qu'elle est instantanément devenue la seule version diffusée par les médias occidentaux. Aujourd'hui, malgré les preuves indiscutables de l'implication du régime de Kiev, on tente toujours de nous convaincre que ce n'est pas Kiev qui a commandité l'attentat terroriste et que celui-ci a été perpétré exclusivement par des adeptes d'une idéologie islamiste radicale. Peut-être que quelqu'un veut vraiment nous faire croire cela, mais plusieurs faits importants ne collent pas.

Premièrement, le simple fait que Daech admette son implication n'est pas une preuve de sa responsabilité. Il a déjà tenté de s'attribuer les mérites des « faits de gloire des autres », apparemment dans le but de réaffirmer sa présence en tant qu'acteur influent. Par exemple, en 2017, il a revendiqué l'explosion d'un casier dans une épicerie de Saint-Petersbourg. Toutefois, il a rapidement été déterminé que l'explosion avait été provoquée par une personne mentalement instable qui n'avait rien à voir avec les islamistes.

Deuxièmement, la nature du crime ne cadre pas non plus. Les islamistes radicaux ne commettent pas de crimes pour de l'argent, mais sont guidés par leur vision du monde et leurs croyances profondes, aussi inhumaines soient-elles. Ce faisant, ils n'essaient pas de se sauver et se font généralement exploser. Après tout, en récompense de leurs actes et de leur mort atroce, leurs recruteurs leur promettent qu'ils atteindront le paradis et la félicité éternelle. Dans le cas du Crocus City Hall, nous avons vu les criminels tenter lâchement de s'échapper dans l'espoir qu'une nouvelle vie serait leur récompense. Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour constater qu'il ne s'agit en aucun cas d'extrémistes radicaux. En outre, la vidéo que j'ai mentionnée a été clairement réalisée par des amateurs qui n'ont aucune notion de l'islam ou de l'éthique islamiste.

Nous ne pouvons ignorer le fait qu'au vu de tentatives aussi féroces de rejeter la faute sur Daech et de protéger Kiev à tout prix, quels que soient les résultats

de l'enquête, l'implication des services de renseignement occidentaux dans la préparation de cet attentat terroriste reste une question ouverte, d'autant plus que peu avant le 22 mars, les ambassades d'un certain nombre de pays occidentaux avaient recommandé à leurs ressortissants d'éviter de se rendre dans les lieux fréquentés de Moscou, en particulier les salles de concert. Des questions se posent également sur les informations relatives à la coopération extrêmement étroite de la CIA et des services de renseignement britanniques avec les services de sécurité ukrainiens, dont les dirigeants se sont vantés à plusieurs reprises. Nous espérons vivement recevoir des réponses à toutes ces questions pour répondre à nos préoccupations. La commission d'enquête créée par la Russie a notamment permis de révéler que l'argent destiné à l'organisation d'attaques terroristes sur notre territoire provenait de sociétés commerciales, notamment la compagnie pétrolière et gazière Burisma Holdings, qui opère en Ukraine et dont le conseil d'administration compte depuis 2014 parmi ses membres un certain Hunter Biden, qui n'est pas inconnu. Nous espérons que nos collègues des États-Unis nous fourniront toutes les explications nécessaires à ce sujet. Nous espérons également que nos collègues occidentaux coopéreront avec nous pour retrouver les commanditaires de l'attentat terroriste commis au Crocus City Hall et les traduire en justice, ainsi que pour punir les auteurs des attentats terroristes contre le gazoduc Nord Stream, que tous nos collègues occidentaux ont condamnés sans ambiguïté, tout comme ils ont condamné l'attentat terroriste perpétré contre le Crocus City Hall.

Le régime de Kiev n'a manifestement pas l'intention de renoncer à son caractère terroriste. Ainsi, l'autre jour, nous avons déjoué une tentative sacrilège d'importer en Russie 27 engins explosifs improvisés camouflés en icônes orthodoxes et ustensiles religieux. Lorsque le véhicule a été inspecté, il a été établi que le poids total des explosifs s'élevait à 70 kilogrammes d'hexogène, ce qui est suffisant pour détruire un immeuble de cinq étages. Il est terrifiant de penser à ce qui aurait pu se produire sans le grand professionnalisme du Service fédéral de sécurité. Le Chef de la Direction générale du renseignement du Ministère ukrainien de la défense, Kyrylo Budanov, et le Chef des services de sécurité ukrainiens, Vasyl Malyuk, ont annoncé ouvertement et à plusieurs reprises les actes de terreur de Kiev contre la Russie et l'existence de complots en ce sens.

En résumé, voici ce que je veux dire à nos collègues occidentaux. Dans leur rage russophobe, en permettant à leur créature, le régime de Kiev, de faire tout ce qu'il veut, ils ont créé un monstre. Et ses activités ne

se limitent plus à l'Ukraine, où la clique de Zelenskyy, après avoir usurpé le pouvoir et réprimé la dissidence, sème l'anarchie contre ses propres citoyens, se moquant ouvertement de la mémoire des victimes du nazisme allemand et glorifiant ses hommes de main. Ses tentacules terroristes sont désormais clairement visibles au-delà des frontières de l'Ukraine et si, aujourd'hui, les problèmes qui en découlent atteignent la Russie, cela ne signifie pas qu'ils ne se poseront pas ailleurs demain, étant donné que le dirigeant ukrainien a déjà perdu le contact avec la réalité et qu'il est clairement incapable de l'évaluer de façon sensée. À tout moment, leur Frankenstein pourrait se retourner contre eux dans sa rage impuissante, née de son incapacité de renverser le cours des choses sur le front face à une défaite imminente. Ils lui ont fourni suffisamment d'armes et tout ce qu'il faut pour cela. N'oublions pas non plus qu'en s'autodétruisant, il les entraîne dans sa chute, ainsi que ce qu'il reste de leur réputation. Ils doivent se souvenir des paroles prophétiques que le Président de la Pologne a prononcées du haut de la tribune de l'Assemblée générale durant la semaine de haut niveau à l'ONU, en septembre 2023 (voir A/78/PV.4). Plus tôt ils s'en rendront compte et maîtriseront leurs clients ukrainiens, mieux ce sera pour eux. Ce n'est déjà plus qu'une question de mois, voire de semaines.

M. Sangjin Kim (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung de son exposé et je prends note des observations formulées par M^{me} Kwiatkowski. Je salue également la participation de la délégation ukrainienne à la présente séance.

Tout d'abord, je tiens à réaffirmer que l'appui fourni par la communauté internationale aux efforts déployés par l'Ukraine pour protéger son peuple et son territoire est tout à fait légitime, car l'Ukraine exerce son droit naturel de légitime défense contre l'invasion illégale de la Russie, un droit consacré par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. À cet égard, il n'est pas pertinent que la Fédération de Russie, qui a déclenché cette guerre en envahissant l'Ukraine, ait demandé la tenue de la séance d'aujourd'hui sur la question des transferts d'armes vers l'Ukraine. Un sujet plus pertinent pour la séance d'aujourd'hui aurait plutôt été la coopération militaire entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée. Pas plus tard qu'hier, l'Assemblée générale a tenu un débat sur le veto opposé par la Russie à la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) (voir A/78/PV.68). La Russie a opposé son veto parce qu'elle n'appréciait pas le fait que le Groupe d'experts dévoilait au grand jour l'une de ses zones sombres, à savoir la fourniture illégale de munitions et de

missiles balistiques par la Corée du Nord. Il est indiqué dans le récent rapport du Groupe d'experts (voir S/2024/215) que celui-ci enquêtait sur des informations concernant des ventes d'armes entre Pyongyang et Moscou.

Alors que la guerre en Ukraine entre dans sa troisième année, nous nous trouvons à un moment charnière, confrontés à un choix : défendre nos principes communs et nos normes mondiales ou sombrer dans un cercle vicieux d'escalade des violations. Tolérer l'érosion du droit international et de la Charte des Nations Unies crée un dangereux précédent, en favorisant la loi du plus fort plutôt que la primauté du droit. Ces répercussions sont aggravées par le fait que c'est un membre permanent du Conseil de sécurité qui viole les règles d'or régissant les relations internationales depuis des décennies. Dans ce contexte, nous exhortons vivement la Fédération de Russie à choisir de respecter la Charte et le droit international, dont elle a également bénéficié, en retirant ses forces du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Pour sa part, la République de Corée restera aux côtés du peuple ukrainien jusqu'à ce qu'il obtienne une paix juste et durable sur ses terres.

M. Phipps (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung de son exposé de ce matin.

La Russie a demandé la tenue de la présente séance pour parler une fois de plus de la prolifération des armes vers l'Ukraine. Par conséquent, entendons-nous bien sur qui fait quoi et qui viole le droit international et porte atteinte à la Charte des Nations Unies.

Comme nous le savons tous, la Russie a violé à plusieurs reprises les résolutions du Conseil de sécurité en se procurant des armes auprès de la Corée du Nord et de l'Iran pour les utiliser en Ukraine. La Russie a acheté à la Corée du Nord plusieurs dizaines de missiles balistiques et des millions d'obus d'artillerie qui ont été utilisés pour attaquer des agglomérations dans toute l'Ukraine. Elle s'est procuré des milliers de drones iraniens Shahed et les a utilisés dans le cadre d'une campagne contre l'infrastructure électrique de l'Ukraine, dans le but de contraindre l'Ukraine à la soumission en privant ses civils d'électricité et de chauffage. Naturellement, la Russie a tenté de dissimuler son comportement en opposant son veto à la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui permet de surveiller les tentatives de la Corée du Nord d'échapper aux sanctions et de faire progresser son programme d'armement. Comme beaucoup d'entre nous l'ont dit hier à l'Assemblée générale (voir A/78/PV.68), le veto de la Russie a sapé l'architecture mondiale de non-prolifération et le Conseil de sécurité. La Russie n'écoute

ni le Conseil ni l'Assemblée générale. Par conséquent, je voudrais plutôt exhorter la Corée du Nord à cesser d'appuyer la guerre d'agression néoimpérialiste non provoquée de la Russie contre un autre État souverain.

Bien entendu, la Russie ne se soucie pas non plus de la maîtrise des armements. Outre les armes de la Corée du Nord et de l'Iran, elle a utilisé des missiles de croisière hypersoniques Kinzhal, des missiles balistiques à double capacité, des armes à sous-munitions, des mines terrestres et d'innombrables autres armes de son arsenal. Même si la Russie démonte peut-être des ustensiles de cuisine pour fabriquer ces missiles, elle n'en inflige pas moins des souffrances à des civils dans toute l'Ukraine. Plus de 40 % de l'infrastructure électrique de l'Ukraine a été détruite, et la Cour pénale internationale vient de publier de nouveaux actes d'accusation contre des chefs militaires russes pour leur campagne de frappes contre de nombreuses centrales et sous-stations électriques en Ukraine.

Ce que veut la Russie, c'est jouir de la liberté totale d'intimider, de contraindre et de tuer le peuple ukrainien. Il s'agit ici d'une agression sans retenue. Le Conseil a été créé parce que le monde a tiré les enseignements de la première moitié du XX^e siècle, à savoir que les pays ne peuvent être autorisés à envahir leurs voisins et à assujettir leurs peuples. Dans le même esprit, la communauté internationale aide l'Ukraine à se défendre en lui fournissant des défenses aériennes qui lui permettent de protéger ses villes et sa population, ainsi que des armes qui lui permettent de riposter contre l'armée russe, une armée qui a commis des exécutions sommaires, des actes de torture, des viols et des atrocités il y a deux ans à Bucha.

Tout pays qui est attaché à la Charte, à la souveraineté des États et au caractère sacré de la vie humaine doit appuyer l'Ukraine. Le Royaume-Uni restera aux côtés de l'Ukraine dans sa lutte contre l'agression russe. Nous continuerons à réapprovisionner les défenses aériennes de l'Ukraine et à fournir les armes nécessaires à la défense du territoire ukrainien. Nous ferons tout ce qu'il faut, aussi longtemps qu'il le faudra, pour que l'Ukraine gagne.

Bien entendu, la Russie pourrait mettre fin à la guerre demain si elle retirait ses forces du territoire ukrainien. Au lieu de cela, elle a lancé une nouvelle campagne de conscription pour rassembler les jeunes du pays et les envoyer se battre et mourir dans une guerre qu'elle a choisi de mener. Actuellement, environ 1 000 Russes sont tués ou blessés en Ukraine chaque jour. La Russie a déjà subi 350 000 pertes. C'est aussi une tragédie pour la Russie.

La délégation russe a raconté d'innombrables mensonges sur la guerre aux membres du Conseil, mais à la séance d'aujourd'hui elle a peut-être touché un nouveau

fond. Si j'ai bien compris, l'Ambassadeur russe nous a dit aujourd'hui que les Ukrainiens étaient des nazis agissant sous le couvert de l'État islamique, le tout sous la direction d'un président juif démocratiquement élu. C'est une combinaison détonante, et franchement, c'est absurde.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung de son exposé et je prends note de la contribution de M^{me} Kwiatkowski.

Le Guyana demeure vivement préoccupé par le bilan humain tragique du conflit et ses effets dévastateurs sur la stabilité régionale et la sécurité internationale. À chaque nouvelle séance du Conseil sur cette question, le nombre de victimes civiles annoncé est de plus en plus alarmant. Lors de la séance d'hier (voir S/PV.9600), nous avons appris que la guerre avait coûté la vie à plus de 10 000 civils. Il est tout aussi alarmant de constater que les infrastructures civiles, y compris les infrastructures énergétiques, continuent d'être prises pour cible au mépris des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. Par conséquent, les besoins humanitaires en Ukraine continuent d'augmenter, vu que plus de 14,6 millions de personnes, soit environ 40 % de la population du pays, ont besoin d'une aide humanitaire multisectorielle. Le Guyana déplore les attaques contre les civils et les infrastructures civiles, et appelle les parties au conflit à respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire.

C'est pourquoi le Guyana est extrêmement préoccupé par la question des transferts d'armes. Nous partageons le point de vue selon lequel la fourniture d'armes et de munitions dans toute situation de conflit armé est susceptible d'aggraver ou de prolonger la violence et comporte un risque de détournement. Nous appelons toutes les parties impliquées dans les transferts d'armes vers la zone de conflit à veiller à ce qu'ils soient conformes aux instruments de désarmement pertinents et aux résolutions du Conseil de sécurité. Nous demandons en outre que des contrôles soient effectués pour prévenir des transferts irréguliers.

Comme nous l'avons entendu hier, le territoire ukrainien est devenu un véritable champ de mines. L'Ukraine figure maintenant parmi les pays au monde les plus pollués par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre. Il convient de rappeler que les mines et les engins explosifs constituent une menace pour la vie et le bien-être des civils, en les empêchant d'accéder aux infrastructures critiques. Ils polluent également les terres agricoles, contribuant ainsi à l'insécurité alimentaire dans le pays. L'Ukraine étant un grand exportateur de céréales,

ils peuvent également contribuer à l'insécurité alimentaire mondiale. En tant qu'État partie au Traité sur le commerce des armes, à la Convention sur les armes biologiques, à la Convention sur les armes chimiques, à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et à la Convention sur les armes à sous-munitions, entre autres, le Guyana déplore l'utilisation de ces armes et appelle au plein respect du droit international et des instruments et obligations internationaux en matière de désarmement.

Pour terminer, le Guyana réaffirme que le seul moyen efficace d'empêcher une nouvelle escalade ou une aggravation de l'instabilité en Ukraine et dans l'ensemble de la région est de mettre un terme à cette guerre par des moyens pacifiques. Nous appelons donc à la cessation des hostilités et invitons les parties à prendre part à un processus politique et diplomatique visant à mettre fin au conflit.

M^{me} Chanda (Suisse) : Je remercie M. Ivor Fung du Bureau des affaires de désarmement pour son intervention. J'ai également pris note des remarques de M^{me} Karen Kwiatkowski.

La dernière séance du Conseil de sécurité sur le sujet d'aujourd'hui a eu lieu il y a moins d'un mois (voir S/PV.9585). La position de la Suisse reste inchangée. L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine viole les principes fondamentaux du droit international. Nous rejetons toute tentative de justifier cet acte et appelons une nouvelle fois la Russie à suspendre ses opérations militaires, comme l'a ordonné la Cour internationale de Justice il y a plus de deux ans. La Charte des Nations Unies nous engage tous à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États. Nous rappelons également que l'Ukraine a le droit d'assurer sa sécurité et de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté.

Comme nous l'avons entendu lors de la séance d'hier sur l'Ukraine (voir S/PV.9600), cette guerre continue de faire des ravages parmi la population civile. Les attaques quotidiennes dans toute l'Ukraine font de nouvelles victimes et accentuent les difficultés humanitaires, notamment en raison des dommages et de la destruction causés aux infrastructures essentielles. La Suisse condamne toutes les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Nous appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et à assurer la protection de la population civile et des personnes hors de combat.

En ce qui concerne les transferts d'armes, nous réaffirmons qu'il est essentiel de respecter les conventions et instruments multilatéraux en la matière, y compris les résolutions du Conseil. Nous réitérons notre consternation face au non-respect apparent des résolutions applicables par le biais de transferts d'armes illégaux passés et actuels de

l'Iran et de la République populaire démocratique de Corée vers la Russie. Nous regrettons que l'utilisation d'un veto il y a deux semaines (voir S/PV.9591) ait mis fin au mandat du Groupe d'experts qui soutient le travail du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), alors que celui-ci investigue cette question.

Enfin, tous nos efforts sont nécessaires pour parvenir à une paix juste et durable en Ukraine, conforme à la Charte des Nations Unies. La justice est un élément indispensable à la paix. La Suisse attache une grande importance à l'avancement des efforts visant à assurer l'obligation de rendre des comptes pour les atrocités commises en Ukraine.

M^{me} Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung et l'autre intervenante de leurs exposés.

Hier, dans cette salle, nous nous sommes penchés sur la crise humanitaire causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, en violation de la Charte des Nations Unies (voir S/PV.9600). Aujourd'hui, la Russie a une fois de plus critiqué l'appui juste et légitime apporté par la communauté internationale à l'Ukraine, alors que l'agression russe contre ce pays se poursuit. Il est totalement inacceptable que l'agresseur critique les efforts de défense. Le noeud du problème reste le même : la Russie est un agresseur qui viole la Charte des Nations Unies.

Nous réaffirmons la position claire du Japon concernant les discours récurrents de la Russie sur le nucléaire. Seul pays à avoir subi des bombardements atomiques en temps de guerre, le Japon n'acceptera jamais les menaces nucléaires formulées par la Russie, et encore moins l'emploi d'armes nucléaires. Les catastrophes d'Hiroshima et de Nagasaki ne doivent jamais se reproduire. En outre, nous condamnons à nouveau avec la plus grande fermeté le transfert d'armes de la Corée du Nord vers la Russie, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Nous continuons de suivre de près ce que la Corée du Nord obtient en contrepartie. Je voudrais également appeler l'attention du Conseil sur une autre violation manifeste de ses résolutions, annoncée publiquement par les deux parties, à savoir la livraison par la Russie d'une voiture de fabrication russe à la Corée du Nord.

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, la paix en Ukraine doit se fonder sur la Charte des Nations Unies. Les États Membres sont d'accord sur ce point. Permettre à la Russie de rester dans les territoires ukrainiens qu'elle occupe temporairement reviendrait à autoriser une modification du statu quo par la force. Il s'agit d'une remise en cause pure et simple de l'ordre international fondé sur l'état de droit, et aucune tentative de détourner l'attention du monde ne changera cette réalité. C'est pourquoi nous réaffirmons que le retrait immédiat et

inconditionnel de la Russie est la condition préalable à la paix. Nous resterons aux côtés de l'Ukraine et continuerons de défendre le droit international.

M. de Rivière (France) : Je remercie le Secrétariat pour son exposé.

Il y a tout juste 24 heures, nous nous réunissons (voir S/PV.9600) pour évoquer le sort des civils en Ukraine. Chacun aura en mémoire le bilan accablant des frappes menées par la Russie contre les populations, contre les quartiers résidentiels et contre les infrastructures énergétiques. Personne ne se laissera donc abuser par cette nouvelle tentative de la Russie d'inverser les responsabilités dans cette guerre. Mais puisque celle-ci a souhaité une nouvelle fois – la quatorzième – aborder la question des livraisons d'armes, nous devons une nouvelle fois rappeler les faits.

C'est la Russie qui a choisi de déclencher cette guerre, en violation de la Charte des Nations Unies, lorsqu'elle a pris l'initiative de lancer l'agression à grande échelle de l'Ukraine, un État souverain qui ne la menaçait pas. C'est la Russie qui choisit de faire durer cette guerre depuis plus de deux ans. Il ne tiendrait qu'à elle de mettre fin au conflit, sans préjudice pour sa propre sécurité. Il lui suffirait de cesser son agression et de retirer ses troupes d'Ukraine, comme l'a demandé la Cour internationale de Justice dès le 16 mars 2022, et comme l'a demandé également l'Assemblée générale dans de multiples résolutions.

Rappelons aussi, puisque nous parlons de transferts d'armes, que la Russie a choisi de se fournir en armes et en munitions auprès de la Corée du Nord. Pour dissimuler tout cela, elle a jugé bon de mettre son veto au renouvellement du Groupe d'experts chargé de vérifier le respect des sanctions. La Russie choisit ainsi de s'en prendre au régime international de non-prolifération afin de poursuivre sa guerre d'agression illégale et d'utiliser son statut de membre permanent pour récompenser un État qui viole les résolutions du Conseil de sécurité. La Russie s'est aussi fournie auprès de l'Iran, qui lui a fourni des milliers de drones, utilisés dans des attaques contre des populations civiles en Ukraine, depuis le début de la guerre, en violation de la résolution 2231 (2015). Nous sommes préoccupés par les allégations de transferts de missiles balistiques de l'Iran à la Russie, qui représenteraient une escalade inacceptable et ne sauraient rester sans réponse.

Nous ne laisserons pas la Russie continuer impunément à s'en prendre aux fondements mêmes de l'ordre international fondé sur le droit, qui est notre bien commun. Laisser la Russie atteindre ses objectifs adresserait un signal désastreux à tous les États tentés de réviser par la force le tracé des frontières.

C'est pourquoi la France, avec ses partenaires, a décidé d'apporter un soutien politique et militaire à l'Ukraine. Nous serons aux côtés du peuple et du Gouvernement ukrainiens aussi longtemps qu'il le faudra. Nous le faisons pour que l'Ukraine puisse exercer son droit à la légitime défense, prévu par l'Article 51 de la Charte. Nous le faisons pour aider l'Ukraine à préserver sa sécurité, son indépendance et son intégrité territoriale. Nous le faisons pour lui donner les moyens d'engager, lorsqu'elle le décidera, des négociations qui permettent d'aboutir à une paix juste et durable, conforme aux principes de la Charte et au droit international.

M. Sowa (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé cette séance d'information. Je tiens également à remercier M. Ivor Fung de son exposé. Nous prenons également note de la contribution de M^{me} Karen Kwiatkowski.

Alors que le Conseil de sécurité se réunit une fois de plus pour discuter des questions relatives au conflit en Ukraine, la présente séance étant axée sur la fourniture d'armes, il est regrettable que le conflit dure depuis plus de deux ans et qu'il reste un motif de profonde préoccupation au niveau mondial. Après deux années de mort, de destruction et de souffrance, il faut maintenant se concentrer sur la paix.

La Sierra Leone prend note des différents points de vue présentés sur la fourniture d'armes, qui prolonge le conflit, avec, d'une part, des allégations selon lesquelles les transferts d'armes entravent les initiatives de paix potentielles et, d'autre part, l'impératif cité de protéger les civils et de se défendre.

Compte tenu des circonstances actuelles, la Sierra Leone souligne l'importance de respecter les cadres juridiques internationaux pour tous les transferts d'armes. Nous rappelons que pour tout transfert d'armes dans le contexte d'un conflit, il est nécessaire de procéder à une évaluation des risques avant le transfert et à une vérification de l'utilisateur final afin de prévenir le détournement des armes et munitions. En bref, tout transfert d'armes doit s'inscrire dans le cadre juridique international applicable, y compris toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Nous rappelons une fois de plus les risques et les coûts associés au conflit actuel en Ukraine, qui a entraîné de nombreuses pertes en vies humaines, la destruction d'infrastructures et des déplacements massifs de civils. Le nombre alarmant de victimes civiles et la crise humanitaire, tels que vérifiés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, montrent qu'il est urgent d'apporter une solution pacifique au conflit.

La Sierra Leone réaffirme sa détermination à défendre les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, en soulignant l'importance du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des États ainsi que la nécessité d'œuvrer au règlement pacifique des différends.

Pour terminer, la Sierra Leone appelle à une cessation immédiate des hostilités, au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à des efforts diplomatiques sincères pour parvenir à un règlement durable du conflit, tout en tenant compte des préoccupations légitimes de toutes les parties concernées.

Nous appelons les parties au conflit à dialoguer de manière constructive et en toute bonne foi, en vue de trouver une solution politique et diplomatique, comme le prévoit l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Dans le même temps, nous renouvelons notre appel au plein respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

M. De La Gasca (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Chef du Service des armes classiques du Bureau des affaires de désarmement, M. Ivor Fung, de son exposé détaillé et instructif. J'ai écouté l'intervenante avec attention. Je salue également la présence du représentant de l'Ukraine ce matin.

Hier, le Conseil s'est réuni (voir S/PV.9600) pour discuter des conséquences humanitaires de la crise en Ukraine. L'Équateur réitère l'appel lancé à toutes les parties pour qu'elles fassent preuve de la plus grande retenue. L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées doit cesser immédiatement afin d'épargner les vies civiles et de protéger les infrastructures civiles, conformément aux principes et lignes directrices du droit international humanitaire.

En ce qui concerne le sujet de la présente séance d'information, l'Équateur croit fermement à l'importance de respecter les cadres juridiques internationaux régissant les transferts d'armes et de munitions. Tous les États Membres doivent respecter les résolutions du Conseil de sécurité en la matière et procéder à des évaluations complètes des risques afin de prévenir le détournement, le trafic et l'utilisation abusive des armes.

Dans ce contexte, j'insiste sur la nécessité de respecter strictement les normes de marquage, d'enregistrement et de traçabilité des armes et munitions. Toute distribution d'armes doit s'effectuer dans les limites du cadre juridique international applicable et être soumise à des mécanismes de garanties assurant le respect des principes fondamentaux

de distinction, de proportionnalité et de précaution dans leur utilisation. L'utilisation de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions, qui ont des effets durables et aveugles sur les populations civiles, est particulièrement répréhensible et doit cesser immédiatement.

L'escalade de la violence et le risque de détournement des armes exacerbent les souffrances des personnes directement touchées et sont susceptibles de représenter des menaces pour la paix et la sécurité régionales et mondiales. Compte tenu du coût humain élevé de ce conflit, qui a déjà fait des milliers de morts et de blessés, l'urgence d'un règlement pacifique n'a jamais été aussi évidente.

L'Équateur espère qu'un dialogue constructif pourra reprendre et que tous les moyens disponibles seront mis à profit pour progresser sur la voie d'une paix juste et durable, fondée sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M. Gaouaoui (Algérie) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ivor Fung de son exposé. J'ai écouté attentivement l'exposé de M^{me} Karen Kwiatkowski.

Le recours à la menace ou à l'emploi d'armes et de munitions de plus en plus meurtrières et destructrices dans ce conflit reste une source de profonde préoccupation.

L'acheminement d'armes et de munitions dans les zones de conflit peut présenter un risque de prolifération et risque de saper les efforts déployés pour parvenir à un règlement pacifique. Cela entraîne également un risque élevé de détournement vers des criminels et des groupes terroristes.

De surcroît, l'Algérie a alerté à plusieurs reprises sur la polarisation de plus en plus marquée au cœur de ces défis, car ce phénomène prolonge la crise et envenime les tensions. La conséquence en est malheureusement des flux d'armes accrus dans les zones de conflit, ce qui est voué à alourdir le bilan civil, à intensifier les souffrances et à assombrir les perspectives d'un règlement pacifique. À cet égard, l'Algérie appelle une nouvelle fois les parties à abandonner la logique de l'affrontement et de l'escalade et à privilégier un dialogue et des négociations constructifs et sans exclusive. Nous les encourageons également à attacher une grande importance à la prévention du risque de prolifération des armes et des munitions et à tout mettre en œuvre pour l'empêcher. Nous exhortons notamment les parties à veiller à ce qu'elles ne tombent pas entre les mains de groupes criminels et terroristes.

L'Algérie reste foncièrement convaincue que la solution à cette crise réside dans l'instauration d'une paix juste et durable, fondée sur les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et tenant compte des préoccupations légitimes de toutes les parties en matière de sécurité.

M^{me} Jurečko (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung de son exposé. J'ai pris note de la déclaration de M^{me} Kwiatkowski. Je voudrais faire deux observations au nom de ma délégation.

Premièrement, puisque nous continuons de débattre de la question des transferts d'armes, nous sommes contraints de revenir à la même réalité sous-jacente : ces armes sont fournies pour soutenir l'Ukraine, confrontée à une guerre d'agression injustifiée. Elles ne seraient pas nécessaires si la Russie n'avait pas lancé une invasion à grande échelle. Cette semaine, le Président ukrainien n'aurait pas demandé des renforts d'armes et de systèmes de défense antiaérienne si la Russie n'avait pas, en l'espace d'une nuit, lancé plus de 80 missiles et drones sur les infrastructures civiles et critiques ukrainiennes. La Slovénie continuera d'appuyer sans réserve le droit de légitime défense de l'Ukraine, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et au cadre juridique international en vigueur.

Deuxièmement, alors que nous débattons des transferts d'arme destinés à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un État Membre, nous ne saurions manquer d'évoquer les achats illégaux d'armes qui appuient l'agression russe contre l'Ukraine. Dans ce contexte, la Slovénie regrette vivement que la Russie ait opposé son veto à un projet de résolution technique sur la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1718 (2006) (voir S/PV.9591). Nous sommes extrêmement préoccupés par les éléments indiquant que la Russie se serait procuré des armes, notamment des missiles, auprès de la République populaire démocratique de Corée. Cela contrevient à de multiples résolutions du Conseil de sécurité adoptées au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et il convient de se pencher sur la question. Comme de nombreux orateurs l'ont souligné à maintes reprises, toutes les résolutions du Conseil de sécurité sont contraignantes et doivent être pleinement respectées.

Nous devons renforcer la confiance pour que notre avenir soit sûr. Il est donc important que le Conseil s'emploie à apporter la paix et la sécurité au peuple ukrainien.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie les intervenants de leurs exposés.

La crise en Ukraine continue de s'éterniser et la guerre a déjà fait trop de victimes. Continuer d'acheminer des armes sur le champ de bataille aura pour seul résultat d'augmenter le risque d'une aggravation de la crise. Cela ne contribuera pas à apaiser la situation, à encourager un cessez-le-feu ni à faire cesser les combats. Mieux vaut mettre fin à la guerre par des négociations plutôt que par des coups de feu. La Chine appelle encore une fois toutes les parties

impliquées à agir avec responsabilité et à intensifier leurs efforts diplomatiques pour parvenir à un cessez-le-feu et à la fin des combats, ce qui sera propice à un règlement politique rapide de la crise et à l'émergence d'une aube de paix.

Les causes pratiques et historiques de la crise en Ukraine sont complexes. Cette crise incarne, en définitive, la culmination des conflits liés à la sécurité en Europe. La Chine n'est pas à l'origine de la crise, et elle n'est pas partie au conflit. Nous n'avons fourni aucune arme létale, ni aucun équipement à l'une ou l'autre des parties à ce conflit, et nous n'avons rien fait, ni ne ferons quoi que ce soit, pour tirer profit de la crise. La position de la Chine sur la question ukrainienne a toujours été claire et constante. Nous nous sommes toujours employés à plaider avec insistance pour la paix et à encourager les pourparlers de paix. Nous sommes favorables à la convocation rapide d'une conférence internationale de paix approuvée par la Russie et l'Ukraine, à laquelle toutes les parties prendraient part sur un pied d'égalité, pour débattre de toutes les options de paix de manière équitable. Les formes et traditionnelle et parallèle de la diplomatie peuvent être envisagées. Nous sommes prêts à assurer les conditions nécessaires pour que la Russie et l'Ukraine engagent des négociations et nous nous emploierons sans relâche à permettre un règlement politique de la crise aussi rapidement que possible.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie la présidence maltaise du Conseil d'avoir convoqué cette importante séance d'information, et je sais gré aux intervenants de leurs exposés éclairants. Je prends également acte de la participation du représentant de l'Ukraine à notre séance.

Nous suivons de près, avec une grande inquiétude, l'évolution de la situation en Ukraine. Depuis que le conflit a éclaté, le Conseil de sécurité s'est réuni à maintes reprises pour aborder la question, mais les parties belligérantes sont restées inflexibles, privilégiant une logique militaire qui s'est révélée irréaliste et intenable. Pour instaurer une paix qui s'inscrit dans la durée, il faut désormais s'orienter vers des solutions plus coopératives et plus durables. Nous pensons que c'est la recherche de solutions crédibles et engagées pour faire taire les armes en Ukraine qui devrait être la principale question à l'ordre du jour.

Le Mozambique est très alarmé par le risque d'erreurs de calcul stratégique que présente la trajectoire actuelle, ce qui pourrait plonger l'Europe, et au-delà, dans un conflit à plus grande échelle. Nous sommes fermement convaincus que l'afflux massif d'armes dans cette confrontation déchaînée ne fait qu'envenimer la situation et compromettre les perspectives d'un règlement pacifique.

Il est fondamentalement impossible de concilier un approvisionnement croissant en armes et la recherche d'un règlement pacifique. Nous reconnaissons le droit souverain à la légitime défense, mais nous soulignons également l'importance de procéder à des transferts d'armes responsables, en respectant le cadre juridique international en place. Dans cette optique, nous appelons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre tous les instruments internationaux pertinents, tels que le Registre des armes classiques, le Traité sur le commerce des armes, le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, notamment, afin d'améliorer la transparence et l'application du principe de responsabilité en ce qui concerne ces mouvements d'armes.

Il est primordial, à ce stade, de privilégier la diplomatie au service de la paix. Le Mozambique plaide avec force en faveur d'une solution politique et négociée, seul moyen viable de mettre fin à ce conflit et de jeter les bases d'une paix durable et pérenne entre ces deux pays aux liens historiques étroits. Nous appelons donc à rétablir les canaux diplomatiques et à envisager tous les moyens nécessaires, y compris les bons offices du Secrétaire général, pour mettre fin à ce bain de sang. Nous implorons les parties impliquées de mettre fin à toutes les hostilités, de reprendre les négociations directes sans imposer de conditions préalables, et de se lancer activement dans un dialogue concret et constructif, en toute bonne foi.

Le chemin qui mène à la paix est ardu, mais c'est la seule voie possible. Le Mozambique est prêt à appuyer tous les efforts privilégiant un règlement pacifique de cette crise.

M. Kelley (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung de son exposé.

De nouveau, le représentant russe a prétendu que l'aide occidentale, apportée à l'Ukraine pour assurer sa légitime défense, prolongeait une guerre que la Russie a déclenchée. Nous avons tous entendu le représentant de la Russie déclarer hier au Conseil de sécurité (voir S/PV.9600) que la seule réunion de paix qu'elle était prête à avoir porterait sur une « reddition inconditionnelle » de l'Ukraine.

Nous écoutons ce que dit la Russie, mais regardons aussi ce qu'elle fait. La Russie se livre à un acte d'agression contre un État Membre souverain. La Russie continue implacablement d'attaquer l'Ukraine dans sa quête de territoires. La Russie s'est procurée des lanceurs de missiles balistiques et des dizaines de missiles balistiques auprès de la République populaire démocratique de Corée, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Depuis décembre

dernier, les forces russes ont utilisé des missiles balistiques fournis par la République populaire démocratique de Corée pour mener près d'une douzaine de frappes en Ukraine, en lançant plus de 40 missiles balistiques fabriqués en République populaire démocratique de Corée. Depuis septembre dernier, la Russie a acheté plus de 11 000 conteneurs de munitions et de matériel connexe à la République populaire démocratique de Corée, en violation de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU contre ce pays. La Russie a exercé son droit de veto contre le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1718 (2006) pour essayer de dissimuler l'étendue de ses achats d'armes et de missiles balistiques à la République populaire démocratique de Corée, destinés à être utilisés contre l'Ukraine, sapant ainsi les efforts déployés par le Conseil pour s'acquitter de sa responsabilité principale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Russie continue également d'approfondir ses relations militaires avec l'Iran, notamment en continuant d'acquérir des drones aériens iraniens armés, qui sont utilisés pour lancer des attaques contre les civils et les infrastructures civiles ukrainiens. Nous restons préoccupés par les informations selon lesquelles la Russie chercherait à se procurer des missiles balistiques auprès de l'Iran. Il s'agirait d'une escalade non négligeable de l'appui de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie. Nous procédons également à un examen approfondi des informations selon lesquelles les forces russes utilisent des agents antiémeutes et des armes chimiques pour faire sortir les forces ukrainiennes de leurs fortifications.

La communauté internationale a massivement condamné l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Comme je l'ai déjà dit, la Russie peut mettre fin à cette guerre dès aujourd'hui. Les États-Unis restent déterminés à fournir à l'Ukraine ce dont elle a besoin pour se défendre. Nous appelons une nouvelle fois la Russie à retirer immédiatement ses forces du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, et à mettre fin à ses achats illégaux de matériel provenant de la République populaire démocratique de Corée.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité nationale.

Je voudrais tout d'abord remercier M. Fung de son exposé.

C'est la quatorzième fois depuis septembre 2022 que la Fédération de Russie demande qu'une séance soit organisée sur ce sujet. Il importe donc de rappeler une fois de plus les faits. Le 24 février 2022, la Fédération de Russie a décidé de lancer une guerre d'agression contre l'Ukraine, en violation de la Charte des Nations Unies et du droit

international. Plus de deux ans se sont écoulés depuis lors, et cette guerre insensée et illégale perdure, avec des conséquences dévastatrices pour l'Ukraine et son peuple.

Aujourd'hui, la Russie essaie une fois de plus de faire valoir que le droit naturel de légitime défense, prévu par l'Article 51 de la Charte et qui s'applique à tous les États Membres de l'Organisation, devrait être suspendu s'agissant de l'Ukraine. Elle essaie de nous convaincre que l'Ukraine n'a pas le droit de recevoir une quelconque assistance de la part de ses alliés alors qu'elle tente désespérément de protéger ses citoyens et son territoire. Selon ce raisonnement, les petits pays – l'Ukraine, dans le cas d'espèce – devraient simplement accepter leur sort lorsque leurs voisins plus grands et plus puissants décident de les envahir, d'attaquer leurs villes et d'annexer leur territoire. De tels arguments sont illogiques et condamnables. Un monde dans lequel règne la loi du plus fort est inacceptable.

La présente séance est l'occasion pour nous de condamner une nouvelle fois la vague massive d'attaques de missiles et de drones qui prennent pour cible des installations électriques et critiques en Ukraine. Ces attaques ont privé d'électricité plus d'un million de personnes ces dernières semaines. Nous soulignons une fois de plus la nécessité de veiller à ce que les auteurs de tous les crimes commis contre l'Ukraine en répondent. Nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles la Russie utilise en Ukraine des missiles balistiques provenant de la République populaire démocratique de Corée. Ces actions violent de nombreuses résolutions du Conseil et le régime de sanctions, qui interdisent toutes les exportations ou importations d'armes impliquant la République populaire démocratique de Corée.

Nous déplorons également l'utilisation de mines terrestres antipersonnel et le transfert et l'emploi d'armes à sous-munitions en Ukraine. Selon les autorités ukrainiennes, environ 26 % de la superficie totale du pays serait dangereuse, parce que des mines y auraient été posées. Nous soulignons que l'utilisation de ces armes inhumaines a des conséquences humanitaires graves et durables. Nous ne devons pas non plus oublier qu'à cause de l'agression de la Russie, il y a aujourd'hui plus de 6,5 millions de réfugiés supplémentaires dans le monde, et que 3,7 millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays.

Pour terminer, nous réaffirmons que la Russie détient la clef pour mettre fin à cette guerre. Elle peut le faire dès maintenant en retirant ses forces militaires de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. En attendant, l'Ukraine a le droit de se défendre, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fung, Chef du Service des armes classiques, de son exposé. Je prends également note de la présence de l'envoyé adjoint de Poutine, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Apparemment, le recrutement par les services spéciaux russes d'un membre fondateur du Veteran Intelligence Professionals for Sanity n'a pas aidé les membres de la délégation russe à surmonter leur propre folie, à en juger par le torrent d'absurdités qu'ils ont proférées concernant les événements tragiques survenus au Crocus City Hall. Hier, nous avons eu un débat sur le fond, un débat solide (voir S/PV.9600). Gaspiller des ressources et du temps sur la performance de la Russie en matière de propagande aujourd'hui ne contribue guère à l'exécution du mandat du Conseil. Toutefois, la présence même de la Russie dans cette salle rend l'accomplissement de ce mandat impossible.

Hier, tout le monde a entendu dans cette salle les exposés qui ont mis en exergue la situation désastreuse des infrastructures critiques de l'Ukraine à la suite des frappes quotidiennes de la Russie. Nous avons également entendu une mise à jour concernant la forte augmentation du nombre de victimes civiles, notamment parmi les enfants, dans l'ensemble de l'Ukraine. Nous avons entendu parler des nouveaux crimes de guerre que la Russie commet, notamment en exécutant des prisonniers de guerre ukrainiens. Je peux assurer le Conseil que rien n'a changé au cours des dernières 24 heures. La Russie mise sur la terreur de masse pour mettre à genoux le peuple ukrainien. C'est une citation d'un des propagandistes russes que j'ai mentionnés hier. Et si l'Ukraine n'a pas d'armes et de systèmes de défense aérienne, ce pari pourrait s'avérer payant. La Russie poursuivra ses actes de terreur sans entrave, en disant que chaque centrale électrique détruite est un objet militaire et que chaque enfant tué est un militant néonazi. Ceux qui ne font pas la distinction entre la partie qui se défend et l'agresseur, tout en lançant des appels hors contexte à l'arrêt de toutes les livraisons d'armes dans la zone de conflit, doivent prendre conscience des implications réelles de

leurs positions naïves. Dans le pire des cas, cela pourrait signifier qu'il y aura des millions de nouveaux réfugiés dans le monde et que des centaines de milliers de personnes opprimées seront enrôlées de force dans l'armée russe pour mener de nouvelles guerres d'agression.

De leur côté, les alliés de Poutine, comme l'Iran et la République populaire démocratique de Corée, ne semblent faire aucun cas des séances du Conseil sur la fourniture d'armes et des préoccupations y relatives. Ils continuent d'approvisionner avec diligence l'armée russe en missiles, drones et munitions. Les drones iraniens et les missiles produits par la République populaire démocratique de Corée continuent de tuer des civils ukrainiens. Nous ne pouvons que spéculer sur ce que la Russie offre en retour.

Le veto qui a été opposé récemment au projet de résolution (S/2024/255) sur la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1718 (2006) n'est que la partie visible de l'iceberg, et il ne s'agit apparemment pas de la menace la plus dangereuse pour la sécurité mondiale. Je voudrais donc utiliser cette instance, dont les débats sont diffusés dans le monde entier, pour réitérer les appels lancés par mon président et mon ministre. Nous avons besoin de systèmes de défense aérienne et d'avions de combat pour protéger nos villes de la terreur russe. Je le répète, nous avons besoin de systèmes de défense aérienne pour protéger nos citoyens. Nous savons tous où ils se trouvent. Avec quelques dizaines de systèmes de défense aérienne et un nombre suffisant d'avions de chasse modernes, le problème des avions de chasse et des bombes russes sera facilement réglé. Nous avons besoin d'artillerie pour repousser la ligne de front et rétablir une vie normale dans les territoires occupés par la Russie. Il faut que le principe de responsabilité soit appliqué pour empêcher le Kremlin de reconstituer ses capacités militaires en vue de nouvelles attaques à l'avenir.

Un bouclier aérien pour l'Ukraine est tout à fait réaliste et ne dépend que de la volonté politique des nations responsables. Si la solidarité avec l'Ukraine est maintenue et renforcée, cela ne fera que ramener l'agresseur aux réalités. Si elle est affaiblie, cela ne fera qu'aiguiser ses appétits. J'invite donc tout le monde à faire le bon choix.

La séance est levée à 11 h 30.